

Face à l'état de la Nationale 1 à Nkok Une solution palliative



Si la circulation a été améliorée, personne ne sait cependant combien de temps cela va durer.



Si des travaux sérieux ne sont pas entrepris, on devrait revivre ce type de spectacle, la voie de la Nationale étant très pratiquée.

Guy-Romuald MA-BICKA

Libreville/Gabon

Si les travaux engagés par le gouvernement, il y a quelques jours, ont un tout petit peu amélioré la circulation, il n'en demeure pas moins que ceux-ci consistent simplement à recharger la chaussée avec de la latérite et du stérile. Ce dernier matériau est utilisé pour empêcher les véhicules de glisser.

UNE niveleuse, une chargeuse, un compacteur, un bull et des camion-bennes. Ce sont les engins trouvés mercredi dernier à Nkok, où nous arrivons pour un reportage sur les travaux engagés par le gouvernement en vue d'améliorer la circulation à cet endroit, rendue difficile depuis le 23 septembre, avec l'arrivée des pluies. Des camion-bennes se relaient pour déverser sur la chaussée le stérile (produit à base de klinker) qu'ils vont chercher à Ntoun. Ensuite, la niveleuse vient l'épandre, puis le compacteur le tasse pour éviter les glissades et, peut-être, des dérapages.

Le tout sous la supervision et le contrôle d'un technicien du ministère en charge des Travaux publics et des Infrastructures.

A notre arrivée, le responsable administratif est assis sous un bungalow d'un ancien espace commercial. Il y a également des techniciens des entreprises Mika Services et Entraco.

A la question de savoir si les travaux en cours ont été confiés à leurs sociétés, ils répondent, avec hésitation : « Non, ils sont exécutés par la régie. » Une entité du ministère des Travaux publics.

CIMETIÈRES D'ENGINS.

Une réponse pour le moins étonnante, quand on sait que toutes les bases du ministère en charge des Travaux publics et des Infrastructures sont, depuis plusieurs années, de véritables cimetières d'engins, qui ont tous rendu l'âme.

Dans tous les cas, les travaux de réhabilitation réalisés ici ne sont qu'une solution palliative. Il s'agit simplement de réparer le désagrément subi par les usagers ces derniers temps. Et tout se passe ap-



Le problème de cet ouvrage hydraulique de petit diamètre reste entier.

paremment ainsi. Si quelques légères files de véhicules sont encore observées de temps à autre, pour permettre aux camion-bennes de déverser le contenu de leurs bennes et aux autres engins de l'épandre et le compacter, la circulation s'est effectivement améliorée. L'on ignore, cependant, combien de temps la chaussée va tenir après ces travaux provisoires. Une incertitude justifiée par des expériences pas-

sées et leurs effets. Le cas, notamment, à Andeme, village du département du Komo où, en attendant le remplacement d'une buse effondrée, le gouvernement avait demandé à une entreprise de boucher le cratère avec du gravillon. Aujourd'hui, la solution définitive se fait toujours attendre là-bas.

Au niveau de Nkok précisément, la partie de la voie à l'origine du ralentissement du trafic routier est une déviation faite par

l'entreprise Entraco pour lui permettre de réaliser un ouvrage hydraulique sur la route principale, dans le cadre du projet de construction en deux fois deux voies du tronçon Melen-Bifoun, sur financement d'une banque espagnole, pour un peu plus de 238 milliards de FCFA.

CRISE DE CONFIANCE.

Après avoir coupé la route, Entraco a aménagé, quasiment dix mètres plus bas, une plate-forme pour la

réalisation d'un ouvrage en béton d'un petit diamètre. Mais, à l'instar de plusieurs autres sociétés ayant bénéficié de marchés routiers de l'Etat, Entraco a abandonné le chantier. Pour des raisons, selon des sources concordantes, d'ordre économique.

En fait, l'entreprise aurait eu du mal à se faire payer pour les travaux qu'elle avait déjà effectués. Ce qui est quand même surprenant, d'autant que le projet était financé, non pas à partir du budget de l'Etat, mais sur des fonds extérieurs.

Le chantier va certainement reprendre. Mais à quelle date et avec quelle entreprise désormais? Une chose est probable: la reprise attendue de ce chantier ne pourrait pas se faire dans le contexte économique actuel. Et même si le gouvernement négociait avec des entreprises, dans le cadre du partenariat public-privé, il n'est pas évident que cela suffise à les convaincre de s'y mettre.

La raison? Les entreprises font de moins en moins confiance à l'Etat, bien que certaines fassent dans l'hypocrisie aujourd'hui.



Une phase de la pose du stérile pour éviter la glissade.



Un engin d'une PME gabonaise à l'œuvre.